

GAGNANTS ET DE PERDANTS DE LA BAISSSE DU PRIX DU PÉTROLE

Le prix du baril de pétrole a dévissé depuis le mois de juin 2014, perdant près de 45 % de sa valeur, et avoisinant désormais les 50 €. En juin 2014, le baril se fixait à 112 €. Une chute vertigineuse qui rassure les uns mais qui inquiètent les autres. Pour les utilisateurs, l'autre bonne nouvelle réside dans le fait que les prévisions indiquent que la baisse se prolongerait jusqu'en 2016. Les productions agricoles devraient bénéficier de cette diminution impressionnante du prix du baril.

Qu'elle semble lointaine la période où le prix d'un baril de pétrole dépassait les 140 \$, pic atteint en 2007, au tout début de la crise économique et financière. En janvier 2015, ce prix était redescendu à une cinquantaine de dollars. Le point bas de l'année 2009, 40 \$ le baril, est-il proche ? La marge qui sépare toutefois ce prix du plancher constaté il y a cinq ans (un peu moins de 40 \$/baril au moment de la récession) est encore élevée (graphique 1 indiquant le dernier point enregistré fin décembre 2014). Quelles sont les causes de cette chute vertigineuse et soudaine du prix du pétrole ? Quels en sont les impacts présents et à venir ? Pour l'économie française, c'est, avec la dépréciation de l'€ face au dollar américain, un moyen de redresser une croissance en berne de puis plusieurs années. Pour les agriculteurs, une perspective d'alléger leurs coûts de production. Il ne faut pas pour autant sous-estimer les risques que comporte un tel processus de baisse.

DES FACTEURS DE BAISSSE BIEN IDENTIFIÉS

Trois types de facteurs sont identifiables pour expliquer le dévissage du prix du pétrole depuis le milieu de l'année 2014. Le premier a trait au profil de la croissance mondiale. Plusieurs régions connaissent en effet des croissances insuffisantes – cas de la zone euro – ou une phase de ralentissement économique – cas de plusieurs pays émergents, dont la Chine et, plus préoccupant encore, le Brésil. Du côté des pays industrialisés, le Japon a récemment plongé dans la récession, occasionnant un ralentissement de ses importations de pétrole. Il en découle que la demande de pétrole, particulièrement élevée en Chine depuis le début des années 1990, voit son rythme ralentir, en raison de l'érosion de sa croissance économique (graphique 2).

Le second type de facteur renvoie au volume et à la structure de l'offre mondiale de pétrole. Avec la production américaine

issue de l'exploitation des pétroles de schiste, le nombre de barils disponibles a nettement augmenté, mais se heurte à une insuffisance de la demande (il faudrait adjoindre la production issue de l'exploitation des réserves en eau profonde au Mexique, et celle émanant des sables bitumineux au Canada). De plus, l'Arabie Saoudite, pays leader au sein de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), n'envisage pas d'accéder à la requête des autres pays exportateurs, qui lui demande de procéder à une réduction de sa production afin de faire remonter le prix ou, du moins, de stopper sa chute.

Il est clair que la stratégie de Riyad est d'affecter la rentabilité des investissements effectués dans les pétroles non conventionnels dans la perspective de préserver la rente pétrolière qui est la sienne. Au prix où se situe le baril l'Arabie Saoudite peut encore tenir et préserver ses parts de marché pourtant grignotées par les Etats-Unis, dont la production de pétrole de schiste pourrait atteindre en 2015 près de 10 millions de barils. ●●●

LA PRODUCTION RUSSE A ATTEINT LE RECORD DE 10,7 MILLIONS DE BARILS.



© saltman2 - Fotolia.com

●●● Enfin, les productions russe (production record de 10,7 millions de barils, du jamais vu depuis 1991) et irakienne ont contribué à l'abondance de l'offre mondiale, confortant les opérateurs dans l'idée que le prix resterait faible encore quelques mois.

Enfin, troisième type de facteur, la géopolitique. La production en Libye est perturbée (baisse de 300 000 barils par jour) par la guerre qui s'est installée dans l'Est du pays, autour des sites d'exportations. Au Yémen, le conflit interne attise les convoitises autour de la province pétrolière de Marib. Enfin, il semble manifeste que des tractations ont eu lieu entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite pour affaiblir financièrement la Russie, au regard de son engagement dans le conflit ukrainien.

UN SOUTIEN INESPÉRÉ À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE POUR L'UE

Le processus en cours qui entraîne le prix du baril vers le bas se traduit par un transfert de revenu vers les économies utilisatrices de pétrole. Le consommateur est directement concerné du fait de la révision à la baisse du prix de l'essence à la pompe. Massivement importatrice d'hydrocarbures, l'Union européenne peut tirer bénéfice de l'allègement de sa facture pétrolière, même si la dépréciation de l'€ face au dollar peut constituer une limite, du fait du renchérissement des importations. La zone euro serait ainsi susceptible de gagner 0,7 point de croissance du PIB en 2015, ce qui est loin

d'être négligeable pour une région en panne de croissance.

En France, l'allègement de la facture pétrolière en 2015 pourrait avoisiner 20 milliards d'€. Toutefois, la baisse du prix du baril peut amplifier la pression déflationniste qui caractérise désormais la zone euro. En janvier 2015, les prix ont diminué de 0,6 %.

Du côté de l'économie américaine, la croissance du PIB peut donc être également révisée à la hausse pour 2015. Elle passerait de 2,3 % en 2014 à près de + 3 % cette année (soit + 0,2 à + 0,3 % de gain). Le secteur énergétique américain va toutefois être affecté par la baisse du prix du baril, le pétrole conventionnel devenant plus compétitif que les produits issus de l'exploitation des réserves non conventionnelles.¹

Le regain de croissance engendré par la baisse du prix du pétrole constitue pour d'autres une bien mauvaise nouvelle, dans la mesure où elle est porteuse d'un ralentissement du rythme de la transition énergétique. L'ampleur de la diminution du prix du pétrole appelle par voie de conséquence des mesures visant à financer et à accélérer le processus de transition énergétique, comme par exemple l'introduction d'une taxe carbone suffisamment lourde.

Pour les agriculteurs, le contre-choc pétrolier constitue une aubaine, dans la mesure où il permettra d'alléger le coût de l'énergie sur les exploitations par la diminution du prix des intrants.

Le prix du baril se répercute en effet di-



LA PRODUCTION DE PÉTROLE DE SCHISTE DES ETATS-UNIS POURRAIT ATTEINDRE EN 2015 PRÈS DE 10 MILLIONS DE BARILS

rectement sur ceux du gas-oil utilisé par les machines agricoles, du gaz et ensuite sur celui des engrais. Si la baisse du prix du pétrole s'inscrivait dans la durée, au moins une à deux années, le revenu des agriculteurs pourrait ainsi se redresser, ou, tout du moins, compenser ne serait-ce que partiellement le repli de cours des produits agricoles.

La baisse du prix du pétrole devrait selon les prévisions s'étendre encore de six mois à deux ans, en raison des incertitudes qui caractérisent la croissance mondiale et de la rentabilité attendue des investissements importants réalisés ces dernières années pour exploiter de nouveaux gisements, notamment pour le pétrole et le gaz de schiste.

DES GAGNANTS, DES PERDANTS

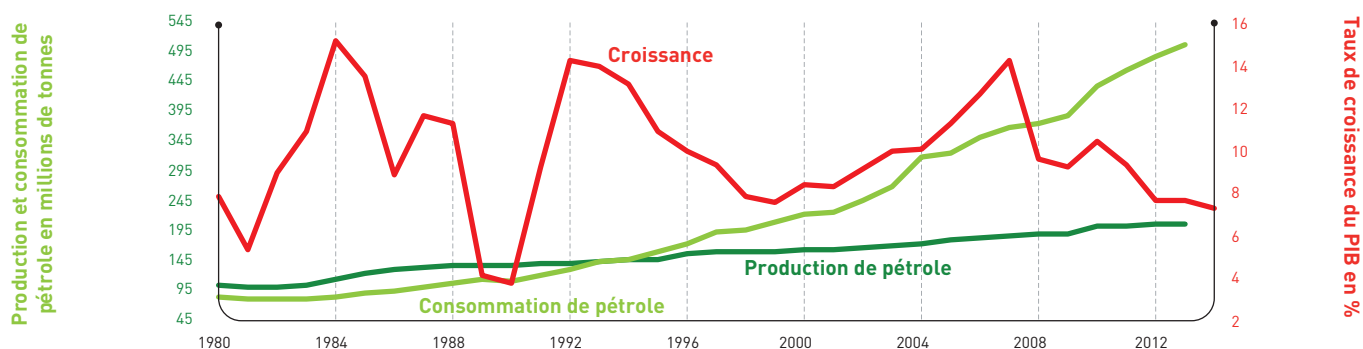
Le coup de pouce à la croissance européenne et singulièrement française dont est porteur le contre-choc pétrolier en vigueur depuis un semestre environ, présente toutefois un risque potentiel que

¹ Lire T. Julien et Y. Yuan (2014), « Scénario 2015 : quel impact de la baisse des prix du pétrole sur l'économie américaine ? », Flash économie, Natixis, numéro 999, 11 décembre.

Prix du pétrole (Brent)



Production - consommation de pétrole et croissance en Chine



899 - Chambres d'Agriculture - Études économiques sources : OCDE et BP

Il n'est pas facile d'écarter trop facilement. Il a trait aux recettes en devises des principaux pays producteurs et exportateurs de pétrole. Prenons le cas de l'Arabie Saoudite. Il est probable que, si le prix du baril se maintient dans une fourchette de 50-60 \$, cela entraînerait une érosion du budget saoudien, lequel deviendrait selon les estimations, déficitaire en 2015. L'accumulation antérieure de réserves monétaires depuis le pic de 2007 et le maintien d'un prix du baril élevé entre 2011 et le milieu de 2014, lui offre la possibilité de financer ce déficit sans heurt, et de supporter une durée de baisse assez longue.

Il n'en reste pas moins que lorsqu'il y a une baisse du prix du baril, la demande intérieure des pays exportateurs peut diminuer, entravant du même coup les importations, au détriment des exportations des économies industrialisées. L'ampleur de la baisse peut malgré tout être contenue, en raison d'un taux d'épargne national dans les pays producteurs et exportateurs de pétrole relativement élevé. Il était encore à la fin de l'année 2013 de près de 32 % du PIB, contre un peu moins de 20 % dans la zone OCDE. Moins de recettes tirées du pétrole conduirait les pays de l'OPEP à puiser dans leur épargne. D'autres économies sont a contrario déjà en grandes difficultés financières, à l'instar du Venezuela ou du Nigeria, voire de-

Si la baisse du prix du pétrole s'inscrivait dans la durée, au moins une à deux années, le revenu des agriculteurs pourrait ainsi se redresser, ou, tout du moins, compenser ne serait-ce que partiellement le repli de cours des produits agricoles.

main de l'Algérie. Un prix durablement trop bas constitue pour ces trois pays un risque de déstabilisation socio-politique interne, le Venezuela ayant déjà sollicité la Chine pour qu'elle investisse dans l'économie nationale.

Regain d'activité dans les pays industrialisés, épargne élevée dans les principaux bassins de production d'hydrocarbures, l'effet d'une baisse du prix sur la croissance mondiale serait alors limité. Il faudra par conséquent surveiller durant l'année 2015, dans l'hypothèse d'une poursuite de la diminution du prix du

baril, si le transfert de revenu à l'instant évoqué aura ou pas un effet neutre sur le dynamisme de la croissance mondiale. En cas de prolongement de la baisse au-delà de 2016, l'économie mondiale verrait alors se contracter le commerce de marchandises, préjudiciable à la croissance.

Pour finir, le profil du prix du pétrole dans les mois à venir dépendra assez largement du comportement de l'OPEP (dont, rappelons-le, la Russie ne fait pas partie). Si, dans le passé, l'OPEP a pu adopter une stratégie collective pour freiner les baisses du cours, il n'en est plus de même aujourd'hui, notamment en raison du retour des Etats-Unis sur le marché de l'énergie. Des forces centrifuges semblent gagner cette organisation, des pays étant tentés de faire cavalier seul. La question énergétique mondiale demeure d'une étonnante actualité, tant économique que géopolitique. ●

EN FRANCE, L'ALLÈGEMENT DE LA FACTURE PÉTROLIÈRE EN 2015 POURRAIT AVOISINER 20 MILLIARDS D'EUROS.

© Vladislav Kochelaevs - Fotolia.com



Thierry Pouch
Chambres d'Agriculture France
Direction économie des
agricultures et des territoires